

Gaza : Violence coloniale et justifications mensongères

(Texte paru dans La Presse du 31 décembre 2008, avec un titre modifié sans mon consentement)

Rachad Antonius
Professeur, UQAM

La propagande du gouvernement israélien a été complètement intériorisée dans le discours dominant des médias québécois et canadiens. On explique la violence actuelle par le fait que le Hamas aurait brisé la trêve avec Israël, et qu'il est donc responsable de la violence israélienne présentée comme une « riposte », Israël ne faisant que se défendre contre un ennemi implacable qui veut toujours le détruire. Dans les meilleurs des cas, on déplore les excès de la dite « riposte », mais on ne remet pas en question qu'il s'agit bien d'une riposte. Le dossier entier de La Presse sur la situation actuelle a pour titre : *Riposte d'Israël à Gaza*. On a donc complètement intériorisé la signification que le gouvernement israélien veut donner à l'événement, et elle devient le cadre à partir duquel la situation actuelle est perçue et comprise. On ne remet pas non plus en question le principe même de la violence pour résoudre le différend israélo-palestinien, étant entendu que cette violence est légitime quand Israël l'utilise mais illégitime quand le Hamas le fait, même si les moyens dont dispose chacun des deux protagonistes ne sont pas comparables et que les dommages qu'ils subissent en termes humains et en termes d'infrastructures ne sont aucunement comparables non plus.

Cette logique souffre de deux erreurs fondamentales qui font qu'elle ne tient absolument pas la route. D'abord elle contredit les données empiriques sur le terrain qui sont bien documentées et que personne ne conteste : c'est juste qu'on les oublie. Ensuite elle s'inscrit dans une logique proprement coloniale.

Qui a brisé la trêve ?

Contrairement à ce qui a été répété *ad nauseam* dans les éditoriaux ainsi que dans les entrevues télévisées, ce n'est pas le Hamas qui a brisé la trêve mais bien Israël. C'est le 4 novembre 2008 que la trêve, qui durait depuis quatre mois, a été brisée par Israël lors d'un bombardement qui a fait six morts parmi les Palestiniens. C'est seulement après ces assassinats ciblés que les tirs de roquettes ont repris, pas avant. Le 17 novembre, les Israéliens bombardaient à nouveau et tuaient quatre autres Palestiniens, amenant le total de morts palestiniens à quinze depuis le bris de la trêve par Israël. Ces faits sont solidement documentés (voir par exemple les textes de l'ancien correspondant du Jerusalem Post, Joel Greenberg, dans la Chicago Tribune du 17 novembre 2008). Dès le lendemain du 4 novembre Israël a décidé de boucler complètement Gaza et de ne pas permettre la circulation de nourriture et de médicaments. Entre le 5 novembre et le 30 novembre 2008, seuls 23 camions de vivres ont pu entrer à Gaza alors qu'en moyenne, ce sont 3000 camions par mois qui peuvent répondre aux besoins de la population qui se chiffre à 1.5 millions. La situation humanitaire déjà désastreuse, et dénoncée comme telle par les représentants de l'ONU, est devenue encore plus catastrophique suite à ce blocus. Mais ni les bombardements Israéliens ni le blocus ne sont considérés comme des actes d'agression.

Une logique coloniale

Alors qu'est-ce qui amène les faiseurs d'opinion à « oublier » ces petits détails ? C'est qu'au fond, le gouvernement d'Israël se donne le droit d'utiliser la violence contre une population qu'il considère humainement inférieure, mais ces populations inférieures ne doivent surtout pas lever le ton. Dans la logique coloniale, rien n'est considéré comme une agression contre des populations subalternes, alors que toute révolte des subalternes est considérée comme un affront à l'ordre colonial, et doit être sévèrement punie.

Dans cette logique, on n'a pas besoin de respecter le droit international, et on pense que les peuplades inférieures ne comprennent que le langage de la force. Cette logique n'est heureusement pas partagée par toute la société israélienne et les mouvements comme Gush Shalom la contestent énergiquement. Par contre, l'élite politique canadienne l'a reprise intégralement. Or ce n'est pas le langage de la force qui va faire débloquer la situation, mais le respect du droit international.